Régionales et départementales : quels enjeux avant la présidentielle ?

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Régionales et départementales : quels enjeux avant la présidentielle ?. 2021, 5 p. halshs-03355726

HAL Id: halshs-03355726
https://shs.hal.science/halshs-03355726

Submitted on 27 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Régionales et départementales : quels enjeux avant la présidentielle ?

Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique, Sciences Po Grenoble, PACTE, Auteurs historiques The Conversation France

The Conversation, 29 juin 2021

Malgré l'abstention jamais vue et la prime au sortant vérifiée dans la quasi-totalité des régions françaises, certains élus comptent bien utiliser les régionales comme plateforme de légitimité vers l'élection présidentielle, comme Xavier Bertrand, réélu à la tête des Hauts-de-France, ici en meeting après l'annonce de sa victoire, le 27 juin 2021 à Saint-Quentin. François Lo Presti/AFP

-

Les élections régionales et départementales étaient les dernières organisées avant l'échéance présidentielle de 2022. Le premier tour avait surpris par l'énormité de l'abstention, la bonne tenue des vieux partis de gouvernement (LR et PS), le faible score du parti présidentiel et la baisse du RN. Ce second tour des élections régionales et départementales n'a pas véritablement changé la donne.

L'offre électorale régionale pour ce nouveau scrutin était pourtant large. Il n'y avait qu'un seul duel métropolitain en région PACA entre le président sortant, Renaud Muselier (LR avec quelques LREM en appui dès le premier tour) et Thierry Mariani (RN et ex-LR), après le retrait de la liste de gauche conduite par Jean-Laurent Félizia. Par ailleurs, trois duels avaient lieu dans les Outre-mer (Guadeloupe, Réunion, Guyane).

Trois triangulaires se préparaient également en Hauts-de-France, Auvergne-Rhônes-Alpes et Occitanie, où la droite, la gauche et le RN s'affrontaient. On a pu assister à huit quadrangulaires et même deux quinquangulaires, en Bretagne et Nouvelle-Aquitaine. Soit 59 listes présentes au second tour contre 46 en 2015. Cette large offre tient à deux éléments : la présence de LREM, sans alliés dans neuf régions, et une fusion entre certaines listes de gauche, sans que l'unité soit cependant réalisée partout.

Pour les départementales, au contraire, l'offre était très ramassée. La forte abstention du premier tour a eu pour conséquence de restreindre considérablement le nombre de binômes élus dès le premier tour. Seuls 119 l'ont été sur 2028 à élire. Les règles sont en effet beaucoup plus strictes pour se maintenir aux départementales qu'aux régionales. Alors que, pour les secondes, il suffit d'avoir obtenu 10 % des suffrages exprimés, 12,5 % des inscrits sont nécessaires pour les premières. Il n'y a donc eu dimanche que deux triangulaires contre 325 en 2015. Du fait de son recul au premier tour par rapport aux régionales de 2015, le RN n'était présent que dans 567 cantons, contre 1073 il y a six ans.

Des résultats clairs

Les résultats du second tour des régionales sont très clairs, comme on peut le voir sur le tableau 1. L'abstention massive s'est confirmée, baissant seulement d'1,3 point par rapport au premier tour. Il n'y a pas eu de forte mobilisation qui aurait pu modifier les rapports de force entre listes.

Même en PACA où le RN était arrivé en tête au premier tour, ce qui aurait pu pousser à une forte mobilisation, la baisse de l'abstention n'est que de trois points. Cependant, le Front républicain y a bien fonctionné, la gauche ayant probablement assez massivement reporté ses voix sur le candidat de droite afin de faire barrage au RN.

Régions	Premier tour		Second tour
Abstention (sur les inscrits)		66.7	65.4
Ile-de-France	Pécresse V. (union droite)	36.2	45.9
Auvergne Rhône Alpes	Wauquiez L. (union droite)	43.8	55.2
Nouvelle Aquitaine	Rousset A (union gauche)	28.8	39.5
Occitanie	Delga C. (PS)	30.6	57.8
Hauts-de-France	Bertrand X. (union droite)	41.4	52.4
Grand-Est	Rottner J. (union centre et droite)	31.2	40.3
PACA	Muselier R. (LR)	31.9	57.3
Pays de la Loire	Morançais C. (union centre et droite)	34.3	46.5
Bretagne	Chesnais-Girard L. (union gauche)	20.9	29.8
Normandie	Morin H. (union centre et droite)	36.9	44.3
Bourgogne-Franche-Comté	Dufay M. G. (divers gauche)	26.5	42.2
Centre-Val de loire	Bonneau F. (union gauche et écologistes)	24.8	39.2
Corse	Simeoni G. (autonomiste)	29.2	40.6
La Réunion	Bello H. (gauche unie)	20.7	51.9*
Guadeloupe	Chalus A. (centriste/LREM)	49.3	72.4
Martinique	Letchimy S. (Parti progressiste martini.)	31.7	37.7*
Guyane	Serville G. (divers gauche)	27.7	54.8*

**Défaite du président sortant.*

Tableau 1. Scores des listes élues au second tour et rappel de leur résultat au premier tour des régionales (résultats définitifs en % des exprimés ; abstention sur les inscrits). Ministère de l'Intérieur, Fourni par l'auteur

L'information sur les résultats du premier tour et sur sa forte abstention ont été au cœur de l'actualité de la semaine, les appels de tous les leaders politiques ont été nombreux. Tout cela n'a pas été suffisant pour faire bouger sensiblement le niveau de l'abstention. Ce qui montre une indifférence envers les élections locales, une incapacité d'entendre ces messages électoraux, une persistance sans mauvaise conscience dans l'abstention. Les électeurs ne suivent plus vraiment les pressions externes des élites et des médias. Si les Français sont aussi politisés qu'avant, ils semblent indifférents à la victoire d'un camp ou d'un autre.

La prime aux sortants

De fait, tous les sortants sont très largement réélus, sauf en Outre-mer. La Réunion passe – de justesse – de la droite à la gauche, avec un président en place depuis 2010 et condamné récemment pour corruption. C'est aussi la fusion des listes de gauche au second tour qui permet la victoire sur le président sortant, en tête à l'issue du premier tour. Même phénomène en Guyane : les trois listes de gauche ayant fusionné, elles remportent de justesse la victoire face au président sortant (divers gauche). En Martinique, le président sortant est également battu de deux points par la gauche.

Par rapport au premier tour, les sortants gagnent entre 9 et 25 points ; l'écart entre le gagnant et le second est presque partout très important. Ces deux éléments traduisent une prime aux sortants renforcée, pour les présidents de gauche comme ceux de droite. La carte des régions métropolitaines est donc d'une très grande stabilité. Il n'en avait pas été de même en 2015, où le PS perdait de nombreuses régions, dans un contexte de très forte sanction à l'égard de la politique présidentielle. Le désaveu actuel est moins évident que celui subi par François

Hollande, dont la cote de popularité était en décembre 2015 beaucoup plus catastrophique que celle d'Emmanuel Macron.

Les résultats départementaux témoignent aussi d'une grande stabilité. Deux départements basculent de droite à gauche, la Charente et les Côtes-d'Armor. Quatre suivent la trajectoire inverse, de la gauche à la droite : le Finistère, le Puy-de-Dôme, Les Alpes-de-Haute-Provence et le Val-de-Marne, dernier département présidé par un communiste. L'Ardèche et le Tarn-et-Garonne sont indécis et tout s'y jouera au « troisième tour », lors de l'élection du président par l'Assemblée départementale.

LREM et RN grands perdants

Aussi bien aux départementales qu'aux régionales, le RN confirme son affaiblissement, déjà visible au soir du premier tour. Il ne parvient toujours pas à conquérir un exécutif départemental. Son électorat ne s'est pas mobilisé, comme si certains Français mécontents n'avaient plus autant que par le passé confiance dans le parti de droite radicale. Toutefois, ils pourraient se remobiliser pour une campagne présidentielle : dans sa prise de parole dimanche soir, Marine Le Pen leur lançait d'ailleurs un appel à la soutenir dans cette bataille.

LREM n'a pas non plus corrigé le tir. Ses candidats ont assez souvent fait des scores plus faibles qu'au premier tour, certains électeurs LREM préférant émettre un vote utile pour départager les listes arrivées en tête au premier tour. Le parti présidentiel est certainement sanctionné par une partie de son électorat. Déçu par la politique présidentielle, celui-ci s'est réfugié dans l'abstention ou est revenu vers son orientation antérieure. Lors des élections européennes de 2019, LREM avait fait un bon score de 22,4 % des suffrages exprimés, proche des 24 % d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle. Il a beaucoup perdu depuis.

Les dix mois à venir

A dix mois de l'élection présidentielle, il est tentant de tirer de ces résultats des pronostics pour le scrutin fondamental à venir. Bien sûr, les enjeux ne sont pas les mêmes et il est clair que l'abstention ne sera pas aussi forte. En effet, celle-ci n'a jamais dépassé 28,4 % à une élection présidentielle.

Plusieurs candidats de droite semblent vouloir utiliser leur victoire régionale comme plate-forme pour leur stratégie présidentielle. Le cas le plus emblématique est celui de Xavier Bertrand, dont une grande partie de l'allocution dimanche soir, esquissant les principaux thèmes de sa campagne à venir, s'adressait aux Français plus qu'aux électeurs des Hauts-de-France.

Mais les dix mois à venir seront riches en événements susceptibles de rebattre les cartes. Il y aura notamment d'abord des problèmes de sélection des candidats avant même que ne s'engage la campagne électorale et les débats sur les programmes. Pour être présentes au tour décisif, la droite et la gauche doivent chacune s'entendre sur un candidat unique. Or la méthodologie pour y parvenir est loin d'être décidée, certaines tendances refusant l'organisation d'une primaire pour cette sélection, d'autres parlent d'enquêtes qualitatives et quantitatives larges, d'autres encore ne veulent croire qu'en leur force de conviction charismatique. Droite et gauche risquent de butter sur ce problème, d'autant plus que rien

n’est encore arrêté. Au fond, le RN et LREM, étant hors des alliances politiques, n’ont pas de réel problème de choix de leur candidat. Cela pourrait être un atout sérieux…